

# Bulletin Communiste

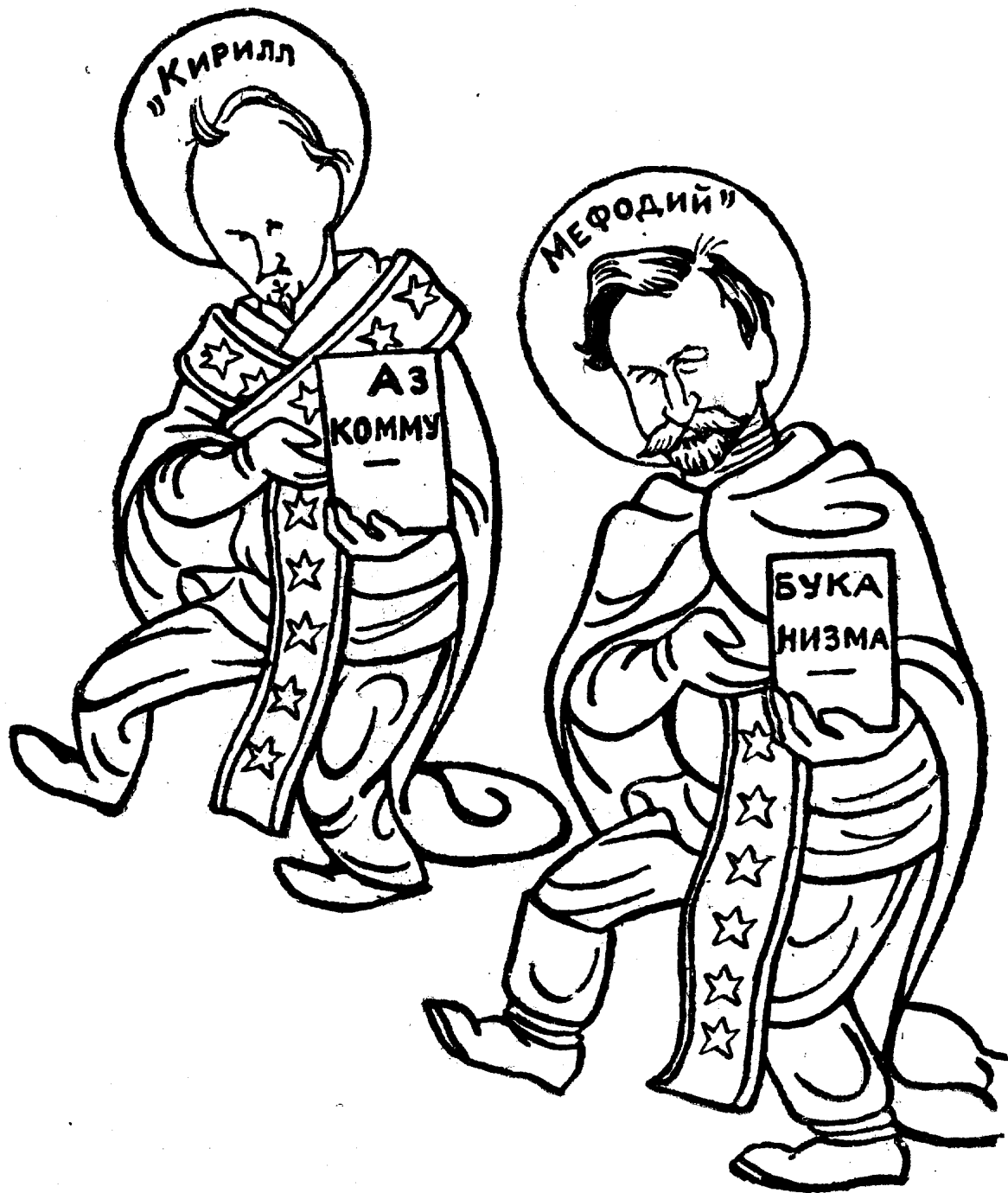
ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

125, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 75 centimes

*Proletaires de tous les pays, unissez-vous!* Majoration 100%.



BOUKHARINE & PRÉOBRAJENSKY

(Dessin de Denis)

# Le XIV<sup>e</sup> Congrès bolchevik

## *Premiers résultats et conséquences possibles*

Le conflit intérieur du P. C. russe, révélé brusquement à la veille du Congrès, n'a cessé de s'approfondir et de s'aggraver au cours des débats. Il a même revêtu par moment un caractère tragique, que les « sténogrammes » officiels, pourtant expurgés, ne dissimulent pas. Il est maintenant hors de doute que le XIV<sup>e</sup> Congrès fera date dans l'histoire du Parti, donc de la révolution.

Battue, et par les moyens mêmes qui avaient écrasé les oppositions précédentes, la fraction de Zinoviev et de Kamenev ne s'est pas encore avouée vaincue. C'est la première fois, depuis la révolution, qu'une opposition prétend survivre au Congrès qui consacre sa défaite et chercher sa revanche en se tournant vers la masse du Parti.

Le groupe dirigeant, qui a su déjà briser toutes les oppositions antérieures, a naturellement entrepris de réduire la dernière à merci. Avec les moyens dont il dispose, il y parviendra sans peine. Mais sera-ce résoudre les problèmes de plus en plus complexes qui ont engendré et alimenté le conflit ? Il faudrait être borné comme un incurable bureaucrate pour le croire. Les difficultés demeurent et on ne les résoudra que par la collaboration loyale de toutes les forces saines du Parti, en d'autres termes par la démocratie ouvrière, si souvent promise, jamais réalisée. Tant que la discussion sera l'apanage de quelques hauts fonctionnaires des différents « appareils » superposés (du Parti, des syndicats, de l'Etat), on pourra ajourner les solutions, non les trouver.

### Zinoviev et la démocratie ouvrière

Pour des raisons peut-être différentes des nôtres, Zinoviev a enfin découvert la nécessité d'introduire la démocratie ouvrière dans le Parti.

D'aucuns disent qu'il s'opposait à la démocratie ouvrière tant que son application ne pouvait que menacer son influence et qu'il la réclame quand elle lui est indispensable pour renforcer celle-ci. Nous ne voulons pas discuter cela pour l'heure. Il nous suffit de constater que la cause que nous avons défendue, et pour laquelle nous avons été exclus du Parti, vient de faire d'importantes recrues. Car Zinoviev n'est pas seul de son avis, le Congrès l'a montré, fût-ce dans des conditions ne permettant pas de connaître les forces réelles de la nouvelle opposition.

A Léninegrad, Zinoviev s'exprima en ces termes :

« Le moment EST MAINTENANT VENU (1) où nous devons indiquer une nouvelle période, alors que nous avons une situation qui favorise un plein développement de la DEMOCRATIE OUVRIÈRE. Et nous le faisons dès aujourd'hui. Notre Comité central l'a annoncé dans ses derniers documents. Au Parti lui-même de faire le reste. Il ne peut exister une situation telle que tout soit maché par le C. C. et introduit tout prêt dans la bouche du Parti. Le C. C. indique la voie et il faut savoir s'y engager, il faut que chaque cellule marche. » (Pravda du 20 Déc.)

Sur le même sujet, Zinoviev dit encore, entre autres :

« Il ne peut pas être question de démocratie ouvrière SI NOUS NE DONNONS PAS à tous les camarades LA POSSIBILITE DE SE PRONONCER et de dire nettement ce qu'ils pensent de la question donnée, car nous ne connaîtrions pas le tableau authentique, le véritable état des choses... Voilà pourquoi je pense qu'en liaison étroite avec la question de la croissance en quantité et en qualité du prolétariat, ON DOIT POSER, dans notre Parti, dans toute sa hauteur, LA QUESTION DE LA DEMOCRATIE OUVRIÈRE. » (Pravda du 17 Déc.)

Et dans son discours de conclusion au Congrès, Zinoviev parla ainsi :

« Cinquièmement : la question de la démocratie ouvrière. IL FAUT MAINTENANT LA POSER et j'espère que nous pourrions résoudre cette question unanimement et sans faute. Pendant la première discussion, l'opposition dit : « Nous réclamons l'application immédiate de la résolution du X<sup>e</sup> Congrès sur la démocratie ; nous l'avons adoptée en 1921 et nous ne l'avons pas réalisée en 1923. » Nous répondions alors : « OUI, NOUS NE L'AVONS PAS APPLIQUÉE EN 1923 (2), mais vous devez tenir compte des conditions, de la situation... » (Pravda du 30 Déc.)

A cela, Iaroslavsky avait répondu, dans la Pravda du 20 Déc., en démontrant qu'aucune démocratie n'a existé à Léninegrad à l'occasion du Congrès, que la délégation de Léninegrad ne représente pas l'organisation, que la Pravda de Léninegrad a refusé d'insérer les résolutions des rayons qui se prononçaient contre Zinoviev, que toute une série de cellu-

(1) Les destructeurs du Parti français, véritable trompeurs professionnels, prétendent depuis deux ans que la démocratie ouvrière existe pleinement dans le P. C. russe, afin de mieux dénigrer Trotsky et l'opposition française. C'est maintenant Zinoviev en personne qui leur inflige un démenti.

(2) Quel soufflet aux misérables menteurs du P. C. français !

les, d'assemblées d'usines, etc., se prononcent successivement contre la délégation « monolithique ». Ce que dit Iaroslavsky est évidemment exact. Mais ne pourrait-il pas en dire autant d'autres délégations et organisations ? Et Zinoviev ne pourrait-il pas aussi bien démontrer que la démocratie n'a pas existé davantage à Moscou ou ailleurs ? Kamenev, au surplus, n'a pas eu de peine à prouver qu'il l'avait « eu », à Moscou, par des moyens pas précisément démocratiques.

Tout cela prouve qu'il serait temps, en effet, d'appliquer les résolutions prises il y a cinq ans, du vivant de Lénine, au 10<sup>e</sup> Congrès du Parti, sur la démocratie ouvrière.

## Zinoviev et l'amnistie aux diverses oppositions

Le proverbe allemand dit que celui qui a dit *a* doit dire *b*. Exigeant la démocratie ouvrière et le droit pour l'opposition actuelle de défendre ses idées (droit qui lui est refusé, sous prétexte que « le Parti ne veut pas discuter », cf. éditorial de la *Pravda* cité dans le dernier *B. C.*), Zinoviev ne pouvait faire semblant d'ignorer que d'autres oppositions avant la sienne avaient subi une dure répression sans avoir commis d'autres crimes que les siens. La logique des choses l'a donc obligé à réclamer l'amnistie pour les diverses oppositions frappées avant l'opposition actuelle.

Si cette exigence était satisfaite, les camarades de l'opposition ouvrière qui se trouvent encore en Sibérie ou en prison, les camarades des groupes secrets d'extrême gauche déportés ou internés par mesures administratives, les camarades de l'avant-dernière opposition exilés seraient non seulement rendus à la liberté, mais aussi utilisés à des postes responsables. D'après la *Pravda* du 30 Déc., Zinoviev, au Congrès, se serait exprimé en ces termes, qui ont provoqué une grande émotion dans l'auditoire et des interruptions passionnées, un bruit, auxquels on n'était plus accoutumé depuis la révolution, dans les Congrès du Parti russe :

« Septièmement : comment désormais diriger le Parti ? Comment désormais organiser les sommets ? D'abord, nous devons comprendre que nous sommes entrés dans une phase d'animation, et que 1926 n'est pas 1923. Ensuite, sans admettre les fractions, et tout en restant dans cette question sur les vieilles positions, charger en même temps le C. C. d'attirer au travail TOUTES LES FORCES DE TOUTES LES ANCIENS GROUPEMENTS DE NOTRE PARTI ET LEUR DONNER LA POSSIBILITE DE TRAVAILLER sous la direction du C. C. En 1926, il faut faire cela. (Bruit, sonnette du président. — Voix diverses : « Répétez ! »)

« Je répète : restant sur la question des fractions sur nos décisions antérieures, charger en même temps le C. C. d'attirer au travail tous les camarades, toutes les forces des an-

ciens groupes de notre Parti. (Bruit. — Moïsséenko : « Avec qui commencez-vous à jouer ? ») Troisièmement, il nous faut créer, auprès de l'organe central du Parti, un organe permanent de discussion, hebdomadaire, assurant une véritable liberté de discussion des questions controversées dans les cadres de la camaraderie. Sans cela, nous ne pourrions nous en tirer, dans la complication des problèmes actuels et dans les chocs qui se produisent aujourd'hui. » (Bruit.)

Comme on le voit, ce n'est pas de bagatelles qu'il a été question au Congrès, et nous ne citons là qu'une minime partie des choses essentielles, quitte à compléter plus tard.

L'amnistie aux diverses oppositions du Parti russe ne pourrait évidemment pas rester limitée à celui-ci, devrait s'étendre aussi aux diverses oppositions de l'Internationale... Ce serait donc Zinoviev qui, le premier, proposerait notre retour dans les rangs de l'I. C., dont nous ne sommes sortis que par sa volonté ? Nous vivons des temps fertiles en surprises.

## La nouvelle direction du Parti

En attendant, la nouvelle direction du Parti est nommée, et d'une manière qui consacre irrévocablement la défaite de la nouvelle opposition.

Celle-ci conserve, naturellement, ses trois principaux représentants au Comité central, dont l'importance n'est que très relative. En effet, le C. C., porté à un effectif invraisemblable (pas loin de cent membres avec les suppléants), ne se réunit plus que trois ou quatre fois l'an. C'est le Bureau politique qui gouverne. Et si Zinoviev, Kamenev et Sokolnikov restent au C. C., comme l'an dernier Trotsky, Racovsky et Piatakev, Zinoviev est maintenant isolé au Bureau politique. Il était, certes, difficile d'éliminer de celui-ci le Président de l'Internationale ; on ne pouvait que l'y réduire à l'impuissance ; c'est chose accomplie. Kamenev, de membre titulaire, devenant membre suppléant, alors que le B. P. passe de 7 membres à 9, se trouve le plus durement frappé. La nomination de Vorochilov, Kalinine et Molotov assure Staline contre tous risques de formation d'une majorité de hasard (3). Sokolnikov, nouvel opposant, est privé de son titre de suppléant. Trois nouveaux suppléants sont élus : Roudzoutak, Pétrovsky et Ouglanov, un ancien réélu : Dzerjinsky.

On ignore encore à Paris la composition exacte de l'ensemble du C. C. Bien que la chose soit de mince importance, elle n'est pourtant pas dépourvue d'intérêt en raison de l'indication qu'elle donne. Nous serons renseignés dans quelques jours.

Le secrétariat du Parti reste, naturellement,

(3) Le B. P. se trouve donc composé comme suit : Beukharine, Vorochilov, Kalinine, Molotov, Rykov, Tomsky, Trotsky, Staline, Zinoviev. C'est, en fait, le véritable gouvernement de l'Union soviétique.

aux mains de Staline, assisté de son homme de confiance Molotov, renforcé d'Ouglanov ; à ces trois secrétaires effectifs sont adjoints : Kassior (le prénom n'étant pas encore connu, on ne peut savoir duquel il s'agit ; si c'est le rédacteur du *Troud*, il est classé « trotskiste ») et Evdokimov ; ce dernier, suiveur habituel de Zinoviev, mais qui s'était conduit fort prudemment durant la bagarre, s'est montré hésitant... ; solidement engrené dans un appareil, il ne pourra nuire.

Le « nettoyage » de Léninegrad est déjà commencé et pour qui connaît Staline, il sera poussé jusqu'au bout. Le nouveau rédacteur de la *Pravda* du Nord est déjà sur les lieux, avec une équipe sûre... C'est le vieux Skvortzov (Stépanov), connu comme traducteur de Marx, nommé récemment rédacteur des *Ivestia* à la suite de la révocation de Steklov (4) ; il ne risque pas de lever jamais l'étendard de l'opposition. Zaloutsky est d'ores et déjà révoqué du secrétariat du Comité du Parti. Quant à Sarkis et Safarov, leur destin immédiat est facile à prévoir.

Zinoviev sera donc isolé à Léninegrad comme il est isolé au Bureau Politique. Mais ce n'est pas encore tout : il sera isolé aussi à l'Exécutif de l'Internationale (5).

## Un tournant dans l'I. C.

Depuis longtemps, une transformation de la direction de l'Internationale se préparait. Nos lourdes défaites d'Allemagne, de Bulgarie, d'Esthonie, nos crises permanentes de France, de Tchéco-Slovaquie, etc., avaient forcé l'attention de la majorité du C. C. russe, déjà hostile à Zinoviev. Celui-ci étant, quant à la forme, élu par le Congrès mondial comme les membres de l'Exécutif, on ne pouvait opérer ici des changements aussi rapides que dans le P. C. russe. Mais les premières interventions de Staline dans divers conflits étaient déjà annonciatrices. Les dernières décisions sur le P. C. allemand furent démonstratives. Le silence observé depuis plusieurs mois sur le Parti français, chaque fois qu'il est question des progrès de l'I. C., alors que naguère on osait donner la section française en exemple (!!!), est sans conteste prometteur.

A la suite du rapport présenté au Congrès par Zinoviev, une laconique résolution de *quelques lignes* fut adoptée. Bien plus : la délégation de Léninegrad ayant exigé un vote nominal, on s'aperçut — fait sans précédent — que ladite résolution n'avait obtenu que 424 voix contre 101 abstentions.

C'est la délégation de Moscou qui, suivie de

quelques autres, a jugé nécessaire de manifester sous cette forme la méfiance de la partie la plus ardente de la majorité envers Zinoviev comme Président de l'Internationale. Avertissement qui ne saurait tromper.

Que dit la résolution ? Exactement rien, sauf les dernières lignes, que voici : « 5. *Charger la délégation du P. C. R. d'obtenir le renforcement de l'appareil de l'I. C. en suivant la ligne de l'influence grandissante des partis communistes étrangers (sic) dans la direction de l'I. C.* »

Ce langage sybillin n'instruit guère le commun des lecteurs. Mais ceux qui connaissent l'Internationale n'ignorent pas que depuis plusieurs années déjà, l'existence même du poste de « Président de l'I. C. » a paru abusive aux militants internationaux vraiment « responsables ». Ce rôle jupitérien ne convient à personne. L'idée de créer une direction collective, après suppression de la présidence individuelle, et un secrétariat réel, semble avoir fait du chemin... Le prochain Exécutif élargi et le 6<sup>e</sup> Congrès seront-ils saisis de la question ?

Quoi qu'il en soit, on ne saurait méconnaître l'intérêt du retour inopiné de Clara Zetkin à Moscou. A peine rentrée en Allemagne, notre vénérée camarade, hier encore vilipendée par nos tristes « léninistes de 1925 », était rappelée en Russie en raison de la discussion du Congrès. Le 29 décembre, elle prenait la parole à la tribune de celui-ci, acclamée avec enthousiasme. Elle y tint un noble langage, dépourvu d'esprit de coterie et de rancune personnelle, réprouvant l'opposition de Zinoviev avec discrétion et tact, sans accabler les vaincus, et insistant surtout sur le maintien de l'unité du Parti. *Exactement, dans l'essentiel, le point de vue exprimé dans la résolution présentée par Rosmer et l'auteur de ces lignes, et votée par le Comité Directeur, en février 1924, sur la crise d'alors du P. C. russe !* Un rapprochement des textes sera significatif. Et c'est pour cette résolution qu'on nous a exclus et couverts d'inqualifiables outrages depuis deux ans !

## Jusqu'où ira-t-on ?

Il est permis de se demander jusqu'où la bataille entre les deux groupes opposés sera poussée. Les polémiques ont atteint un diapason si élevé, tant de paroles quasi irréparables ont été prononcées, les deux parties font preuve d'un tel acharnement, les maîtres de l'heure prennent des mesures si rigoureuses et les vaincus opposent une résistance si opiniâtre que toutes les inquiétudes deviennent permises. Souhaitons qu'un proche avenir les dissipe. L'Union Soviétique traverse une époque de difficultés extraordinaires, tous les orateurs ont été d'accord pour le déclarer (6). Ce n'est pas le moment d'épuiser les forces du Parti dans une lutte de la nature de celle qui est engagée.

(4) Celui-ci fut même exclu du Parti, mais peu après « rétabli » par décision d'en haut.

(5) Sur l'issue de la discussion et la nomination du C. C., l'*Humanité*, décidément inlassable, s'est encore une fois surpassée. D'après elle, il ne s'est rien produit d'important, il n'y a pas de changement sérieux ! Nouvelle preuve que les léninistes de 1925 sont complètement étrangers à l'I. C., ne savent rien, ne comprennent rien, ne peuvent que mentir, divaguer, calomnier.

(6) Seuls, les indescriptibles menteurs de l'*Humanité* persistent à raconter le contraire !

Les dirigeants du Parti ont entrepris de susciter une levée en masse des ouvriers communistes de Léninegrad contre Zinoviev et toute la délégation à ce dernier dévouée. Et alors que celle-ci s'était rendue à Moscou comme porte-parole « monolithique » d'une organisation « unanime », alors que cette qualité ne lui avait pas été contestée avant qu'on sache dans quelle mesure le conflit s'accroît, on taxe aujourd'hui d'imposture la délégation entourant Zinoviev, on la proclame indigne, on la met en accusation, on la charge d'opprobre. Des délégations ouvrières de Léninegrad arrivent à Moscou, sont reçues au Congrès dans un tonnerre d'acclamations, dénoncent de la tribune les faux représentants qui les ont trompés, ont trahi leur mandat, ont manqué à tous leurs devoirs, font courir au Parti le risque d'une scission, revivent le léninisme, etc., etc. Dans les usines, dans les régiments, dans les écoles de Léninegrad, on vote à l'unanimité des résolutions flétrissant l'opposition, accablant Zinoviev, réclamant des sanctions... La presse accorde à toute cette littérature les places d'honneur.

Le 28 décembre, le Congrès s'est livré à une manifestation sans précédent dans les annales du Parti, adressant à Léninegrad un manifeste violent invitant les membres du Parti à se soumettre sans discussion aux décisions prises et attaquant la délégation opposante.

On se demande, après cela, quelle autorité restera à Zinoviev pour présider le Soviet de Léninegrad ? Dans son discours de conclusion, Zinoviev avait déclaré :

*« Ou bien le Congrès nous laissera avec la flétrissure de liquidationisme, d'axelrodisme, de défaitisme, et la responsabilité en retombera sur vous ; ou bien ces camarades croient que nous pouvons et devons travailler avec vous et diriger avec vous (travailler, nous le ferons évidemment) et alors nous ne pouvons accepter la flétrissure de liquidationisme et de défaitisme, et il faut prendre les conclusions administratives correspondantes. »* (Izvestia, 30 déc.)

Ces quelques lignes donnent une idée de la gravité de la situation et de l'importance des enjeux en cause. Bien que la lutte soit circonscrite entre deux portions de l'appareil, les conséquences en seront sérieuses pour tout le Parti et tout le prolétariat.

Le 25 décembre, autre fait sans précédent, le Congrès décidait de ne pas entendre le rapport que devait faire Kamenev sur la situation économique. De ce fait, la principale question ne fut pas traitée ! La situation de Kamenev comme Président du Conseil du Travail et de la Défense (Sto) est évidemment des plus compromises. Il est vrai que depuis longtemps déjà, on a prononcé le nom de son remplaçant.

L'opposition du Congrès persistera-t-elle après le Congrès, dans les rangs du Parti ? C'est ce que nul ici ne saurait dire encore.

En attendant des renseignements nouveaux, revenons à la discussion du Congrès.

## L'intervention de Kroupskaïa

Nous avons déjà dit quelques mots de l'attitude de Kroupskaïa. D'accord avec Zinoviev sur la question paysanne et en général avec tous les opposants pour le droit de discussion, elle intervint à la Conférence de Moscou comme conciliatrice, s'efforçant d'amortir les coups, comme elle l'avait fait déjà au XIII<sup>e</sup> Congrès où c'est elle qui arrêta net les charges contre Trotsky (7).

Au Congrès, son intervention eut une signification plus nette et provoqua des répliques envenimées qui laissent craindre que là encore, un antagonisme se soit approfondi qui ne soit pas près de s'effacer.

C'est d'abord une protestation contre les brimades dont sont victimes les opposants ou les critiques, une revendication de démocratie ouvrière :

*« La majorité des camarades travaillent dans des conditions très diverses, dans des domaines différents, et c'est pourquoi ils voient la réalité de points de vue quelque peu différents. »*

*« Il faut faire en sorte que ces points de vue aient la possibilité de se manifester. Cela est indispensable, non seulement pour tel ou tel membre du Parti, mais pour une juste appréciation de la ligne du Parti. »*

*« Les doutes, les conceptions, les particularités qui surgissent de l'observation des divers domaines du travail doivent être examinés dans notre presse. DANS LES DERNIERS TEMPS, CELA N'A PAS EU LIEU. LES DIVERSES OPINIONS N'ONT PAS PU S'EXPRIMER DANS NOTRE ORGANE CENTRAL et c'est pourquoi le Parti n'était pas préparé à la discussion qui s'est déchaînée deux semaines avant le Congrès comme une tempête de neige. »*

Kroupskaïa s'élève contre la violence des attaques dirigées sur Zinoviev :

*« Je pense que les exclamations à l'adresse de Zinoviev selon lesquelles c'est une honte qu'un membre du Bureau Politique exprime un point de vue particulier étaient tout à fait injustes. »*

Nous sommes venus au Congrès, dit-elle, précisément pour discuter !

Elle est d'accord avec Zinoviev et Kamenev pour voir le mal principal dans la déviation dont l'« Enrichissez-vous ! » de Boukharine a été l'expression. Kamenev, lui, a parlé de l'enrichissement de la campagne, et il avait raison. Tandis que Boukharine :

*« Bien que Boukharine ait voulu s'adresser à toute la paysannerie, son mot d'ordre était en réalité adressé aux paysans aisés et au koulak. C'est ici que se trouve la racine de son erreur. Nous avons fait la révolution avec les prolétaires agricoles, avec les pauvres, avec la partie des paysans moyens la plus proche des*

(7) L'Humanité de l'époque se permit de lui faire dire exactement le contraire de ce qu'elle avait dit ! Il sera nécessaire de dresser un jour le tableau de toutes ces impostures.

pauvres, et le mot d'ordre de Boukharine n'était pas adressé à cette partie de la paysannerie avec laquelle nous avons fait la révolution. Il était, par-dessus la tête de celle-ci, adressé à ceux contre qui nous nous sommes battus pendant la révolution.

« C'est pourquoi le mot d'ordre de Boukharine nous a tant émus : c'était un abandon de notre point de vue de classe. »

Or, ce mot d'ordre, cette déviation ont duré pendant environ six mois, jetant le trouble que l'on devine. Cette erreur en a engendré une autre : l'appréciation erronée de la Nep, celle-ci considérée comme devant être considérablement élargie. Or, la Nep, c'est du capitalisme.

« Quand on interprète l'élargissement de la Nep à la campagne comme s'il ne fallait pas sauvegarder les intérêts des prolétaires, cela ne s'appelle pas la Nep, mais des rapports capitalistes illimités.

« C'est contre une compréhension inexacte de la Nep que sont intervenus une série de camarades, moi y compris. »

De plus, on s'est mis à parler d'étendre la Nep au commerce extérieur.

« Au plénum du C. C., on avait présenté des thèses de Stetsky qui affaiblissaient, dans l'essence, le monopole du commerce extérieur. Le C. C. a écarté ces thèses et adopté une autre ligne, celle-ci juste, pour réunir les deux commissariats du commerce. »

Mais ici, Kroupskaïa oublie de dire que non seulement Boukharine et Dzerjinsky voulaient restreindre le monopole, mais aussi Kamenev et Rykov, et plus que tout autre Sokolnikov (8).

Passant aux désaccords entre Lénine et Boukharine sur le capitalisme d'état, elle dit :

« Lénine, dans un billet à Boukharine, caractérise ainsi notre régime contemporain : « C'est du capitalisme, plus du socialisme ». Que répond à cela Boukharine ? Il dit : « Vous abusez du mot « capitalisme », il faut parler de « la dictature socialiste du prolétariat. »

Il s'agit, d'après Kroupskaïa, de savoir comment on passera du capitalisme au socialisme. Boukharine se trompe en croyant que Lénine a eu deux conceptions, l'une exposée en 1921 dans la brochure « Sur l'impôt en nature », l'autre exposée en 1923 dans l'article « Sur la coopération », et qu'en précisant la première selon laquelle les rapports économiques en Russie soviétique sont essentiellement capitalistes, Lénine soit arrivé à l'opinion de Boukharine sur le caractère socialiste du régime actuel.

« Le malheur est qu'en parlant de la dictature socialiste du prolétariat, sans rappeler les

rapports capitalistes où nous sommes, nous idéalisons notre régime. »

Nous avons, poursuit Kroupskaïa, « surestimé nos succès économiques » et le résultat en a été la perte de notre sang-froid, de notre sobriété de jugement.

Boukharine a tort encore de surestimer notre appareil d'état :

« Dans sa polémique avec Kautsky, il jette la phrase suivante : « Notre appareil d'état, c'est une large organisation de classe. » Vous savez qu'il n'en est pas ainsi, que nous en sommes encore à nous efforcer de faire de notre appareil d'état une large organisation de la classe ouvrière. »

Tout cet optimisme officiel est fâcheux parce qu'il voile les réalités.

« Dans le rapport de Molotov, je vois le même optimisme à propos de l'appareil d'état. Je reconnais avoir écouté avec grand plaisir le rapport de Molotov selon qui nous grandissons sans cesse : tout va bien et pour le mieux. Mais une pensée sobre nous aurait dicté un rapport quelque peu différent, un rapport traitant des difficultés qui sont devant nous, un rapport qui poserait devant le Congrès la question des moyens de surmonter ces difficultés. »

Kroupskaïa estime que Boukharine et Molotov sont victimes « d'illusions », « d'entraînement », et qu'ils prennent leurs désirs pour la réalité. Elle critique encore d'autres conceptions de Boukharine, qu'elle juge contraires à celles de Lénine, notamment le point de vue exposé dans *Le chemin du socialisme*, brochure répandue à des centaines de milliers d'exemplaires... Selon ce point de vue, la lutte de classes s'exprime en Russie maintenant dans la législation, le système d'impôts, etc. Or, il s'agit avant tout, d'après Lénine, d'engager les masses elles-mêmes dans cette lutte de classes, car sans la participation des masses, on ne construira pas le socialisme. Ces masses ouvrières, il faut les intéresser au travail et à la lutte.

« D'un point de vue politique abstrait, notre industrie d'état évidemment est socialiste, mais si nous disons aux masses sans aucune réticence qu'elle est socialiste, si nous disons cela aux nouveaux cadres ouvriers versés dans notre industrie, il pourrait en résulter l'impression que nous considérons notre industrie d'état comme un idéal, qu'il est inutile de lutter davantage, que nous n'appelons pas ces ouvriers à travailler de concert avec les anciens cadres à rendre notre industrie d'état complètement socialiste. »

Les déviations de Boukharine sont particulièrement dangereuses par leur prolongement :

« Un certain danger résulte du fait que Boukharine a des « élèves » une certaine « école ». Ces élèves — Slepkov, Stetsky et autres — s'efforcent toujours d'approfondir le point de vue de Boukharine. »

Il faudra en effet revenir sur cette question de l'école, ou soi-disant telle, de Boukha-

(8) Déjà, en 1923, le monopole du commerce extérieur faillit être supprimé. C'est Trotsky qui le sauva, ce dont Lénine l'approuva vivement lors de son dernier retour aux affaires. Les dirigeants du P. C. français ont, la encore, effrontément menti en racontant que Trotsky était contre le monopole qu'il a précisément sauvegardé ! Vit-on jamais mauvaise foi plus éclatante ?

rine, c'est-à-dire du groupe des « professeurs rouges » employés dans les récentes discussions contre les Pétersbourgeois, lesquels leur ont rendu les coups avec usure. La chose est de grande importance. Mais nous devons, ici, nous limiter.

Kroupskaïa s'élève ensuite contre un certain fanatisme dangereux.

« Boukharine a dit ici avec une grande emphase que ce que le Congrès décidera sera juste. Tout bolchevik considère les décisions du Congrès comme obligatoires mais nous ne devons pas adopter le point de vue d'un certain juriste anglais qui prenait à la lettre un dictionnaire populaire répandu en Angleterre : « Le Parlement peut tout décider, il peut même changer une femme en homme ». Le juriste anglais n'avait pas saisi l'ironie de ce dictionnaire. »

En effet, il y a vraiment trop de camarades qui croient aujourd'hui qu'un Congrès ou qu'un Bureau Politique peuvent décider que deux et deux font cinq, et que l'opposition est contre-révolutionnaire qui soutient que deux et deux font quatre. Cette mauvaise plaisanterie a trop duré.

Kroupskaïa porte alors à la majorité un coup qui devait lui en valoir toute une série dans la suite du débat :

« Il ne faut pas se consoler en pensant que la majorité a toujours raison. Dans l'histoire de notre parti, il y a eu des Congrès où la majorité avait tort. Rappelons-nous, par exemple, le Congrès de Stockholm. »

Cette allusion eut le don de déchaîner des colères dont la trace se retrouvera dans les répliques des orateurs suivants. Kroupskaïa ajouta encore :

« Je pense qu'il est déplacé de crier ici que ceci ou cela est le vrai léninisme. J'ai relu récemment les premiers chapitres de l'Etat et la Révolution écrits précisément par Lénine après les journées de juillet, quand il était lui-même à deux doigts de sa perte. Il y écrivait : « Il y a eu des cas dans l'Histoire où l'enseignement des grands révolutionnaires a été dénaturé après leur mort. On a fait de ceux-ci d'inoffensives icônes, mais en honorant leur nom, on a émoussé la pointe révolutionnaire de leur enseignement. » Je pense que cette amère citation nous oblige à ne pas recouvrer telle ou telle de nos conceptions de l'étiquette du léninisme, mais qu'il faut examiner dans leur essence toutes les questions. »

Comme on le voit, cette pensée de Lénine et de Kroupskaïa est exactement celle que Trotsky exprima dans le *Cours Nouveau*, et qui lui valut tant d'outrages. Erreur en 1923, vérité en 1925...

## Petrovsky

De l'intervention de Pétrovsky, d'Ukraine, dirigée contre l'opposition et en particulier contre Kroupskaïa, nous ne retiendrons que quelques passages. D'abord celui-ci, sur l'origine du conflit, confirmant absolument ce que nous avons dit dans le *Bulletin Communiste* :

« Permettez-moi de rappeler l'histoire de nos

désaccords. Ils ont commencé avec le mécontentement des léninegradiens devant les décisions du Parti à l'égard de Trotsky (Voix diverses : « C'est juste »). Vous avez commencé à agir au moyen des Jeunesses. Vous vous rappelez comment vos Jeunesses, enflammées d'arrogance, déclaraient que le C. C. agissait mal, comment elles songeaient à convoquer une large assemblée. Après cela nous eûmes un certain nombre de réunions. Il y eut à ce sujet des conversations jusqu'au Bureau Politique, et vous savez comment tout cela finit... »

C'est la lutte insensée de Zinoviev contre Trotsky qui l'a conduit au désastre d'aujourd'hui... De telles luttes, indignes de révolutionnaires, ne peuvent produire que des désastres.

Quant aux désaccords sur la question paysanne, l'orateur raconte ses conversations, antérieures de plusieurs mois, avec Kroupskaïa qui lui fit part de ses inquiétudes sur la déviation pro-koulak.

« Elle m'indiqua quelques articles parus dans le Bolchévik (de Bogouchevski et d'autres) et m'apprit qu'elle avait voulu aussi publier un article dans la Pravda, mais qu'on ne le lui permit pas. »

Voilà la démocratie ouvrière. Et à quoi bon ces méthodes hermétiques ? On laisse s'accumuler les ferments de discorde, puis, un beau jour, c'est une explosion comme celle d'aujourd'hui...

## Boris Souvarine.

P.-S. — Cet article étant écrit, nous avons reçu de nouveaux matériaux édifiants sur la crise, et montrant que les choses sont encore plus graves que nous ne l'avons dit : il s'agit simplement d'une liasse de *Pravda de Léninegrad*.

Pendant le Congrès même, l'organe de l'opposition a mené une campagne énergique pour défendre celle-ci contre les attaques virulentes de l'appareil, et pour soutenir la délégation de Léninegrad en butte à tous les moyens de dénigrement. C'était la contre-partie de la *Pravda* de Moscou. Les deux organes, s'opposant irréductiblement l'un à l'autre, se lançaient exactement les mêmes « arguments » (lisez : affirmations), employaient les mêmes expressions, les mêmes formules, les mêmes paroles stéréotypées : « pour la ligne léniniste », « pour l'unité de fer », « contre la scission », etc. Et tout cela pour aboutir à quoi ? Quelle est-elle, cette ligne léniniste ? Où est-elle, cette unité de fer ?

Jusqu'au 29, la *Pravda* de Léninegrad publie des appels enflammés et des résolutions enthousiastes en faveur de Zinoviev.

Le 30, changement à vue. La nouvelle rédaction est arrivée. Et l'on peut lire, sous les titres mêmes de la veille, tout le contraire.

Si l'ouvrier de Léninegrad y comprend quelque chose, c'est qu'il a la tête solide.

Après tout ce qui s'est passé, il est maintenant hors de doute que l'influence de Zinoviev, tant à Léninegrad qu'à l'Exécutif de l'Internationale, est détruite. Tout en sauvegardant les apparences, les mesures administratives de transformation vont aller bon train.



# Où va la France ?

Personne ne saurait contester que la situation financière de la France est des plus inquiétantes. Pendant que les médocastres bourgeois s'empressent autour du franc malade, celui-ci fond dans leurs mains comme neige au soleil. Chaque jour passé en discussions stériles est irrémédiablement perdu, nous rapproche de la catastrophe et réduit le temps qui resterait encore pour appliquer des remèdes efficaces.

Pendant que les ministres démissionnaires d'hier et de demain, les Herriot, Caillaux, Painlevé et Cie, vont, viennent et s'agitent, pendant que les mercenaires de la bourgeoisie délibèrent sans fin et que la carence des meneurs actuels du parti communiste empêche l'intervention sérieuse et puissante du prolétariat, le dégonflement lent et graduel de la valeur du franc commence à produire de profonds changements, prépare la dislocation de la structure sociale de la France, engendre les énergies volcaniques qui jailliront tôt ou tard des antagonismes des classes.

Malheur au parti communiste s'il se laisse glisser les yeux fermés vers l'éruption, sans analyser les rapports des forces sociales, si, au lieu de prévoir, il se laisse surprendre, si au lieu de les maîtriser, il se traîne à la remorque des mouvements qui vont surgir. Sans aller jusqu'à la source des courants qui déterminent la vie de la société, le parti communiste risque de se laisser emporter à la dérive. Il importe donc d'analyser la situation actuelle, les éventualités et les perspectives qu'elle renferme, ainsi que les menaces qu'elle brandit sur les prolétaires.

\*

\*\*

Le budget de la république bourgeoise est déficitaire. Il s'agit de trouver les sommes nécessaires pour combler le trou. Y a-t-il moyen d'y réussir en régime capitaliste, ou est-ce le triomphe seul du prolétariat qui pourra assainir la France ?

Les sources qui pourraient fournir les sommes susceptibles de couvrir le déficit budgétaire ne sont pas nombreuses. On peut trouver l'argent nécessaire en France même ou à l'étranger. Si on prend l'argent dans le pays, le procédé s'appelle prélèvement sur le capital, si on recourt à la stabilisation à l'aide de l'étranger, on parle d'un « plan des experts ». Il n'y a pas de troisième issue, à moins qu'un des successeurs de M. Caillaux — le mathématicien Painlevé semble prédestiné à cela — ne réussisse à accomplir ce que le mathématicien Zéphirin Xirdal fit dans un des romans de Jules Verne : faire tomber un bolide d'or sur la terre française.

Un véritable prélèvement sur le capital prouverait certainement les sommes nécessaires à l'équilibre du budget et à l'assainissement des finances. Les grands profiteurs de la

guerre et de la paix ont dans leurs coffres de quoi sauver la patrie qui leur est si chère et qui, en récompense de leur amour, aggrave encore son propre déficit pour leur procurer de gros profits en Syrie et au Maroc. Mais se trouvera-t-il dans la mare aux grenouilles du Cartel, quelqu'un qui soit sérieusement résolu à faire rendre gorge aux grands profiteurs ?

Evidemment, ceux-ci, si intéressés soient-ils à l'inflation, seraient prêts à venir au secours si leur volonté absolue prévalait dans l'Etat, si la Chambre consentait à limiter ses prérogatives fiscales. Tout comme en Allemagne, à la fin de 1921, Stinnes proclama au nom de l'industrie lourde les conditions auxquelles les requins étaient prêts à sauver la patrie, les gros profiteurs français proclament aujourd'hui, quatre ans après leurs frères d'outre-Rhin et avec la même brutalité : « L'Etat c'est nous ! »

Cependant, les gouvernants ne peuvent agir avec la même fermeté. L'or des banques ne peut assurer à celles-ci les bulletins de vote des petits boutiquiers, des artisans, des intellectuels, des paysans — et sans bulletins de vote, pas de pouvoir. La bourgeoisie ne paie ses politiciens que lorsqu'ils ont de l'influence sur la masse. Le Cabinet du Cartel doit donc louver, satisfaire autant que possible les exigences des grands exploités sans trop choquer les petits-bourgeois dont il a besoin en période électorale. De là, les demi-mesures, les hésitations, les reculades des gouvernants, qui se prononcent en faveur du prélèvement sur le capital tout en le sabotant, qui condamnent l'inflation alors qu'ils y recourent, qui tentent de satisfaire les uns et les autres pour ne satisfaire personne en fin de compte.

Et même s'ils votaient le prélèvement, même si par des efforts héroïques ils venaient à triompher de la résistance du Sénat (que le lecteur nous pardonne d'exiger de lui tant d'imagination !), ils seraient impuissants à empêcher le sabotage de leurs lois, si belles soient-elles, par les gros capitalistes et par l'appareil d'Etat corrompu. Ce n'est pas un gouvernement bourgeois ou petit-bourgeois qui trouvera en France les fonds pour balancer le budget, car pour les trouver, les chargés d'affaires de la bourgeoisie devraient se décider à les chercher dans les poches de leurs maîtres.

Si l'on ne veut pas trouver l'argent dans le pays, il faudra le chercher ailleurs. Cependant, puisque les capitalistes français eux-mêmes font de conditions pour le sauvetage de la France, il n'y a pas de raisons pour que les gros usuriers étrangers soient plus complaisants que les fils les plus fidèles de la patrie. La haute finance internationale ne prêtera ses écus à la France que contre des garanties sûres et substantielles. L'Autriche, la Hongrie, la Pologne, l'Allemagne se sont



vues infliger tour à tour leur « plan Dawes » respectif. Nous avons vu que l'intervention du capital étranger a réussi dans tous ces pays à ajourner l'écroulement du régime capitaliste.

Mais en attendant, l'heure de l'application d'un plan Dawes n'est pas encore venue. Il faudrait que la situation financière fût beaucoup plus désespérée qu'à présent, que le franc perdît les 99 centièmes de sa valeur, que les ravages produits par l'inflation fassent de la France entière l'arène de formidables batailles de classe pour que la bourgeoisie française consente, afin de conjurer le spectre de la révolution prolétarienne, à porter un coup formidable à son prestige en se soumettant à l'impérialisme anglo-américain et en renonçant à une existence impérialiste indépendante.

Ce moment n'est pas encore venu. En attendant, on fait semblant de chercher les sommes nécessaires à l'intérieur du pays et on repousse l'idée d'un plan à la Dawes. Et pendant que la petite-bourgeoisie et certaines couches des moyenne et grande bourgeoisies luttent contre les projets d'inflation d'une autre partie de la classe capitaliste, la bataille est décidée d'avance en faveur de l'inflation : car pour éviter la dégringolade du franc, il faudrait agir résolument et immédiatement, tandis qu'il suffit de croiser les bras, de rester passif et d'attendre, pour que l'inflation continue. C'est ainsi que s'accomplissent les destinées de la France, faisant apparaître de plus en plus nettement le spectre de l'écroulement financier, et, derrière lui, l'oncle Sam, ses sacs d'or dans une main, et les chaînes dans l'autre.

\*\*

La dépréciation du franc comportera un bouleversement complet des rapports de classes. A la place d'un impôt ou d'un prélèvement sur le capital, nous aurons l'imposition de plus en plus lourde de toutes les classes de la société à l'exception d'une fraction de la grande bourgeoisie. Imposition automatique que la Chambre n'aura jamais besoin de consacrer par son vote ; appauvrissement lent de la classe paysanne, spoliation des salariés et expropriation de la petite et moyenne bourgeoisie au profit des « upper ten thousands ». Le revenu de l'immense majorité de la population diminue fatalement, le fonds de roulement des commerçants, des petits entrepreneurs, des capitalistes produisant pour le marché intérieur et non pour l'exportation se réduit lentement mais inévitablement, la ruine des petits rentiers est inéluctable. Il n'y a que le petit nombre de détenteurs de « valeurs réelles » qui se tireront avantageusement d'affaire.

Mais que ce soit la continuation de l'inflation ou une stabilisation capitaliste qui ne pourrait être rachetée que par des sacrifices inouïs des classes moyenne et ouvrière, la baisse fatale du niveau d'existence de toutes

les couches de la population mettra les masses en branle. Acculés à la nécessité de lutter pour vivre, livrés à la misère la plus atroce, frustrés, dépouillés, privés de leurs moyens d'existence, les individus désespérés se grouperont selon leurs intérêts immédiats, s'encadrant dans les partis qui leur promettent le sauvetage le plus rapide par les moyens les plus radicaux. Après avoir chancelé, de 1919 à 1924, entre le Bloc national et le Cartel des gauches, et après avoir été déçus par l'un et par l'autre, les classes moyennes s'attacheront au premier venu qui leur fera des promesses démagogiques. *C'est alors que surgirait, redoutable, la menace du fascisme, non pas comme l'épouvantail à moineau que des dirigeants incapables du mouvement communiste ont si souvent évoqué, mais sérieuse cette fois, très sérieuse.*

Nous avons vu en Italie et en Allemagne que les organisations fascistes, tant qu'elles ne constituent que des cadres militaires, si bien qu'elles soient armées, si perfectionnées que soit leur armement, si stricte que soit leur discipline, si ardente que soit leur ferveur, se brisent et se dispersent lorsqu'elles se heurtent à la résistance ferme et décidée des masses ouvrières, dont l'immense supériorité du nombre l'emporte fatalement. Mais dès que les cadres fascistes se remplissent de masses prêtes à agir et assez nombreuses pour disputer aux travailleurs la domination de la rue, dès que les petits-bourgeois poussés au désespoir affluent en masse dans les organisations réactionnaires, le fascisme devient un péril.

Pour trouver les armes nécessaires à conjurer ce danger, notre parti doit se garder de deux appréciations erronées du péril fasciste qui, tout en s'opposant diamétralement, ont ceci de commun qu'elles se basent sur une analyse trop schématique et trop abstraite. Les uns affirment que le fascisme est là, le voient partout, chez Daudet, chez Caillaux, chez Herriot et chez Blum, ne cessent, depuis un an, de proclamer le danger imminent et bornent leur lutte antifasciste à la lutte contre les *Organisations* réactionnaires, ce qui est à peu près la même chose que si un général se bornait à faire détruire les dépôts de bottes que les soldats ennemis vont enfler. D'autres inclineraient à la politique de l'autruche en niant purement et simplement la menace fasciste, en démontrant que la forme d'existence politique du capitalisme est la démocratie et que, par conséquent, l'apparition d'une insurrection fasciste serait sans fondement. Ces camarades oublient que le capitalisme n'est plus le jouvenceau libre-échangiste et démocratique du siècle dernier, mais un vieillard aux traits dégénérés et sévères, usant de la coercition économique, des monopoles, du boycottage, du protectionnisme, méthodes de violence auxquelles correspondent sur le champ politique les armements, la guerre civile et la guerre impérialiste, la dictature politique des détenteurs des monopoles économiques.

Les uns et les autres s'adonnent à des spéculations vaines, soit sur un fascisme omniprésent, soit sur un fascisme inexistant, au lieu de dégager, par une analyse approfondie de la situation concrète, les éléments qui nous permettront d'envisager le cours que les événements prendront.

\*\*

Résumons ce que nous venons d'exposer.

La France va rencontrer de graves complications, des conflagrations, une lutte de classes accentuée. Que ce soit l'inflation ou la stabilisation, ce seront toujours, en régime capitaliste, les grandes masses de la population qui auront à en faire les frais.

Les classes moyennes, dont le poids est relativement plus grand en France qu'en Allemagne, se mettent en branle sous la pression impitoyable des grands requins « sauveurs de la patrie ». D'un côté — une infime minorité d'accapareurs, de l'autre — toute la masse de la population laborieuse. Vraiment, le parti communiste manquera à sa tâche si dans une telle situation, il ignorait l'agitation déployée par les fascistes ou s'il limitait son action à combattre leurs cadres. Ce n'est que la compréhension du mouvement fasciste comme *mouvement typique de la petite-bourgeoisie exaspérée* qui peut nous fournir les moyens de le combattre efficacement.

Nous entrons dans la période où les masses petites-bourgeoises et paysannes, désabusées des politiciens des deux blocs bourgeois y compris les socialistes, commencent à chercher sous les fardeaux qui les accablent une orientation nouvelle leur permettant de se mettre à l'abri de la catastrophe qui approche. Trahies par les uns et par les autres, elles n'ont plus à choisir qu'entre le communisme et le fascisme. S'inspirant des expériences italienne et allemande, notre parti devrait sans tarder engager la lutte pour la conquête — ou du moins pour la neutralisation — des masses petites-bourgeoises qui, autrement, iraient grossir les rangs du fascisme (1).

Le temps de la lutte armée contre les organisations fascistes n'est pas venu. Celles-ci seront impuissantes aussi longtemps que les masses de la petite-bourgeoisie se tiendront à l'écart. C'est la tâche du parti communiste de détacher définitivement le gros des classes moyennes des dirigeants nationalistes, de leur démontrer que leur salut n'est pas dans la révolution « nationale », mais dans la révolution sociale qui ne libérera pas seulement le prolétariat, mais toute la population laborieuse, des chaînes d'un capitalisme se mettant de plus en plus en contradiction avec les

intérêts vitaux de la grande majorité de la population.

Avant d'engager la lutte armée contre les organisations fascistes, il faut se décider à la lutte morale et politique pour la conquête des petits-bourgeois. Nous savons que sa situation matérielle désespérée poussera la classe moyenne à l'action, nous savons que cette classe peut devenir un danger formidable pour le prolétariat, plus formidable qu'en Allemagne où la petite-bourgeoisie est moins nombreuse qu'en France, si nous la négligeons ; mais qu'elle peut devenir notre alliée ou du moins observer une bienveillante neutralité si nous prévoyons les événements. Il en résulte que la tactique communiste doit tendre à désagréger le front fasciste, à priver le fascisme des troupes sans lesquelles ses organisations resteront impuissantes à affronter les masses du prolétariat.

Le Parti doit élaborer un programme concret de revendications pour les classes moyennes (2). Voilà des couches considérables de la population de France qui sont menacées de la ruine imminente, qui se trouvent sur le point d'être prolétarisées. Nous pouvons les conquérir, démontrer l'identité de leurs intérêts avec ceux du prolétariat, coordonner leurs luttes avec les nôtres. Jusqu'à présent, le parti n'a pas encore agi dans ce sens. Il serait nécessaire qu'il s'y résolut le plus vite possible. Il suffit que les gouvernants bourgeois soient passifs pour faire continuer l'inflation et pour faire approcher le dénouement de la crise. Mais afin que le parti communiste soit à la hauteur de sa tâche, le moment venu, il doit briser enfin sa passivité masquée de verbalisme stérile, pour faire la politique qui lui permette de grouper autour de lui les masses dont l'intervention de l'autre côté de la barricade pourrait devenir funeste au prolétariat.

Vero.

(2) Et pour la classe ouvrière ? — N. d. l. R.

## Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

Le numéro : 75 centimes

ABONNEMENTS :	France	Etranger
3 mois.....	10 fr.	15 fr.
6 mois.....	18 fr.	25 fr.
1 an.....	35 fr.	45 fr.

Prière d'adresser :

Tout ce qui concerne la Rédaction à Boris SOUVARINE, 123, rue Montmartre, Paris.

Tout ce qui concerne l'Administration à GUILLOU, 123, rue Montmartre, Paris.

(1) Notre collaborateur semble oublier que notre Parti a perdu toute influence sur la classe ouvrière et que, avant d'espérer gagner les classes moyennes, il importe de conquérir au moins l'avant-garde du prolétariat. Nous avons 15.000 membres sur une population de 12 millions de salariés ! — N. d. l. R.

# Légèreté ou balourdise ?

Le lecteur de l'*Humanité* est un bon gars qui, après dix-huit mois de bolchévisation idéologique et organisatoire, ne s'étonne plus de rien. Il est blindé, et solidement, contre les émotions fortes. A peine a-t-il écarquillé les yeux quand il a appris, fin septembre, que le Parti communiste réclamait l'évacuation de l'Alsace-Lorraine par la France et que c'était là (ni plus ni moins) un événement d'une ampleur essentiellement « mondiale », le prélude d'un « mouvement formidable ». Le lecteur de l'*Humanité* est un bon gars. Eût-il même appris que le Parti, ou plutôt l'Energumène irresponsable qui parle *encore* en son nom, réclamait la séparation d'Issy-les-Moulineaux, voire de Montmartre, d'avec le reste de la France, qu'il ne s'en serait pas fait davantage...

L'Opposition communiste elle-même n'a pas prêté assez d'attention à une élucubration dont on peut dire qu'elle égale en insanité toutes ses devancières, si elle ne les dépasse pas. L'Opposition a eu tort. Il ne faut jamais laisser passer l'occasion de relever au jour le jour les excentricités et extravagances au moyen desquelles se poursuit chez nous l'entreprise de démolition du communisme. — Une idée en passant : pourquoi le *Bulletin* ne dresserait-il pas une sorte de *catalogue* de tous les « mots d'ordre » plus ou moins loufoques, sous le régime desquels nous avons vécu depuis que la bolchévisation est en marche ?

\* \*

Donc, le 23 septembre dernier, l'Energumène en chef, revenant de Strasbourg où 740 délégués, réunis en « Congrès ouvrier et paysan », avaient représenté 200.000 travailleurs (y compris les petites gens), mettait solennellement « sous les yeux de toutes (sic) les masses françaises » un ébouriffant programme. Ah ! quelle grande chose que ce morceau, œuvre de l'Energumène lui-même, et comme on comprend qu'il ait été accueilli à Strasbourg « avec un enthousiasme indescriptible ! » Vous en serez enthousiasmés vous-mêmes quand vous saurez qu'il n'exigeait pas moins que : 1° l'évacuation immédiate de l'Alsace-Lorraine par les autorités civiles et militaires françaises ; 2° l'institution d'un plébiscite « contrôlé par des conseils de travailleurs et de travailleuses » et tendant, selon le résultat, soit à l'autonomie soit à la séparation.

Pour une trouvaille, c'était une trouvaille ! On allait voir ce qu'on allait voir ! « Aucun parti bourgeois ne peut aller ouvertement maintenant contre ce courant formidable. » (Tu parles !) Et la preuve de cette impossibilité, c'est que la presse bourgeoise observait sur l'affaire un de ces « silences gênés », qui en disait long sur son embarras !

A plusieurs reprises pendant une quinzaine, l'Energumène revint sur l'Alsace-Lorraine,

publiant des « documents » (une lettre à la Conférence de Locarno, entre autres, « d'une portée politique internationale formidable » (1), accumulant gros mots et grandes phrases, jurant ses grands dieux qu'en Alsace l'impression était « immense », « qu'à l'atelier, au bureau, au café, dans la rue, on ne parlait que de cela ». Et il montrait l'opinion alsacienne-lorraine « profondément agitée par ces faits d'une portée *encore* (!) incalculable.

Hélas ! en dépit de tout ce tintamarre, de ce puffisme charlatanesque, l'affaire ne rendait pas. La presse bourgeoise, née maligne, s'observait dans un silence de plus en plus gêné, évidemment, mais d'autant plus gênant... pour l'Energumène. Les enfants de chœur de Bobigny essayaient bien, en vertu de je ne sais quelle circulaire, de galvaniser les cellules, les sous-rayons et les rayons. Peine perdue ! Cellules, sous-rayons, rayons et sur-rayons refusaient d'interrompre pour si peu leur habituel roupillon. Le seul résultat « calculable », ce fut qu'en fin de compte les syndicats confédérés d'Alsace qui s'apprétaient à rejoindre le Comité d'Action et à participer à la grève générale, rompirent les pourparlers en vue du front unique. L'évacuation du Maroc, passe encore, mais celle de l'Alsace-Lorraine, ah ! non !... La rupture du front unique sur le seul point où il ait été en voie de se réaliser, tel est le bilan — plutôt déficitaire — d'une idée dont son inventeur se promettait merveilles. C'est à dégoûter d'avoir des idées !

Il fallut donc rayer l'Alsace-Lorraine des sommaires de l'*Humanité*. Il est vrai que les *Cahiers du Bolchevisme*, qui ne reculent devant nul sacrifice pour convaincre leur demi-cent de lecteurs qu'ils sont « l'organe théorique » du Parti, eurent la charité, le 1<sup>er</sup> novembre, de consacrer 13 pages bien tassées au laissé-pour-compte de l'*Humanité*. Ces treize pages, non signées, émanent d'une soi-disant « ouvrière d'Alsace-Lorraine », celle-là même qui, à la soi-disant conférence nationale du 17 octobre, déclarait sans sourciller mettre Lorient et ses amis « à la droite de Renaudel ». Disons qu'on ne sait trop ce qu'il faut le plus admirer dans ce fastidieux topo d'élève, ou du galimatias de la pensée ou du charabia de l'expression.

Passons, passons ! Nous évoquerons au fond quelque jour la question d'Alsace-Lorraine. Nous essaierons de montrer combien on fait fausse route en suscitant de gaieté de cœur des nationalismes là où ceux-ci n'existent pas. Engagé dans une pareille voie, qui n'a rien de prolétarien, il n'y a pas de raison pour que le Parti ne se laisse pas aller à de fâcheux glissements. Contentons-nous pour l'instant

(1) L'Energumène n'est pas riche en épithètes, comme on voit : ce sont toujours les mêmes qui reviennent, mais elles sont de poids.

de signaler le danger. — Que le prolétariat — « seule classe révolutionnaire », ne l'oublions pas ! — utilise dans sa lutte contre l'impérialisme l'arme à double tranchant des revendications nationales et coloniales, d'accord, cent fois d'accord. Mais encore faut-il que ces nationalismes dont on médite de se servir, aient une réalité éprouvée, un fondement historique solide. Il y a, Lénine l'a montré, nationalismes et nationalismes. Il y en a qu'il faut combattre ; il y en a d'autres avec lesquels le prolétariat juge avantageux de traiter. Pas de solutions universelles ; rien que des solutions d'espèce à des problèmes d'espèce. Nous rappellerons au Parti qu'il n'a pas, Don Quichotte des « nationalités opprimées », à voler au secours de tout nationalisme quel qu'il soit, de tout particularisme même réactionnaire. Le jour où l'on nous demanderait, sous le beau prétexte que la « République des Bachkirs » se détermine elle-même « au point de vue culturel », de soutenir dans leur résistance au pouvoir central les curés bas-bretons qui prétendent enseigner *Je vous salue, Marie* en dialecte local, nous sommes quelques-uns qui ne marcheraient pas !

Revenons à notre sujet. On a vu avec quelle coupable légèreté les irresponsables qui parlent encore au nom du Parti lancent à tout moment, sans consulter personne, des mots d'ordre étrangers au plus simple bon sens, comme à la plus élémentaire réalité. Voilà : un de ces irresponsables, celui qui s'est promu lui-même, dans *l'Humanité*, « l'un des meilleurs théoriciens du Parti », se réveille un beau matin en se grattant la tête : « Sapristi ! Et la question nationale qu'on oublie !... Diable ! comment dans ce pays d'antique centralisation, appliquer la résolution du V<sup>e</sup> Congrès ? » Et de se pencher sur la carte, à la recherche d'une province à arracher toute pantelante aux griffes de l'impérialisme : « La Provence ? Heu, heu !... la Bretagne ? Eh, eh !... le Hurepoix, le Vexin ? Ouais ! » Tout à coup l'œil du théoricien se porte sur l'Alsace-Lorraine : « Nous y voilà ! Victoire ! Ne cherchons plus ! Emancipons l'Alsace-Lorraine qui, depuis sept années, gémit, malgré les larmes de Cachin, sous le talon de l'oppresser ! Bravo ! Grâce à l'Alsace-Lorraine, nous n'arriverons pas les mains vides devant la Commission nationale-coloniale du VI<sup>e</sup> Congrès ! »

Légèreté ? Balourdise ? Probablement les deux ensemble.

On lance à la face du ciel un mot d'ordre resplendissant. Le mot d'ordre retombe en poussière menue. Personne n'a rien vu, personne n'a bougé. Un mot d'ordre de plus pour rien, après tant d'autres ! — Mais qu'à donc à gagner le Parti à ces agitations désorbitées, stériles, qui n'amuse même plus les badauds ?

Et tout cela pour en arriver à quoi ? Le 13 décembre dernier a lieu à Metz un congrès communiste. L'Energumène est présent. Peut-être imaginez-vous qu'on a parlé dans ce congrès, ne fût-ce que pour l'enterrer, de la question d'Alsace-Lorraine, de cette question

d'une portée incalculable si bruyamment posée, il y a trois mois à peine « devant toutes les masses de France », devant « le monde entier ? » Eh bien ! non, pas un mot. Sur ce problème « formidable », on a observé, à Metz, un silence... « gêné », auquel la visite du délégué de l'Internationale, qui a lavé pas mal de têtes, en attendant de les couper, pourrait bien n'être pas étrangère.

La montagne en gésine n'a pas même accouché de la souris traditionnelle.

Elle a fait une fausse couche, avant la fin du troisième mois.

Pauvre montagne ! Ou plutôt non, pauvre Parti !

Nicolas Moreau.

## Cours nouveau ou coup de balai ?

*Nous avons reçu, de notre camarade Léon Noël, une lettre et un article, celui-ci refusé par l'Humanité où l'on n'admet pas que l'opposition puisse s'exprimer. Nous publions ci-dessous l'article ; on lira d'autre part la lettre.*

La « Conférence du Comité Central élargi » qui s'est tenue les 1<sup>er</sup> et 2 décembre à Paris a, sur les instances du représentant de l'I. C., écarté de la Direction deux farouches « bolchevisateurs » de notre Parti.

Tous les camarades qui ont suivi le travail néfaste accompli par Girault et Sauvage se réjouiront de cette disgrâce. Pourtant, cela ne saurait suffire pour redresser la politique générale du Parti. Treint et Doriot, par exemple, ont eu une attitude politique aussi désastreuse. Fausse interprétation du mouvement fasciste et incompréhension de la situation politique générale sont les moindres critiques qu'on puisse leur adresser. Pour les autres fautes, le chapitre en serait trop long...

D'autre part, va-t-on laisser les mêmes hommes adopter le « nouveau cours » (lire : politique de l'opposition préconisée par le représentant de l'I. C.) ?

Ce serait une faute, et c'est pourquoi j'apporte une modeste suggestion aux dirigeants actuels.

Le Parti ne peut reprendre son rôle historique et son influence sur les masses travaillées que si on lui rend ses moyens naturels de vie. Pour cela, il est indispensable que tous les membres sans exception participent d'une façon effective à tout ce qui intéresse la vie même du Parti. Il est un fait que les dirigeants actuels ont exercé et exercent encore une dictature personnelle pour faire prévaloir leur point de vue. Il faut donc, pour remédier à cet état de choses, posséder une direction qui représente, non le point de vue d'une coterie, mais les aspirations du prolétariat.

A cette fin, il faut faire appel au concours

de l'opposition. Je sens bien la difficulté de cette tentative après les paroles amères qui ont été échangées de part et d'autres, mais, soucieux de l'avenir de notre Parti, je suis persuadé que tous sauront faire leurs rancunes personnelles devant l'intérêt général. La Direction du Parti devrait être composée, d'une part, des membres de la Direction actuelle *les moins compromis*, du point de vue politique, bien entendu, et, d'autre part, des membres les plus qualifiés de l'opposition. Cette Direction serait nommée par un Congrès.

Toutefois, cette collaboration n'est possible que si le principe du centralisme démocratique est adopté par tous loyalement ; de plus, ce centralisme démocratique n'est applicable lui-même, étant données les circonstances actuelles, que si la section territoriale redevient la base politique de notre organisation.

Cette dernière condition va immédiatement jeter le trouble dans les esprits non avertis. C'est un recul, diront les uns. C'est le sabotage de la « bolchevisation », diront les autres. Mais chacun réfléchira et comprendra que la

section territoriale est la seule base logique, à l'heure actuelle. L'expérience a prouvé que la cellule correspond à une période pré-révolutionnaire ou clandestine.

Or, vivons-nous cette période ? Je ne crains pas d'affirmer le contraire. Nous vivons une période d'attente où tous nos efforts doivent tendre, d'une part, au regroupement des forces révolutionnaires en vue de la lutte pour les revendications immédiates ; d'autre part, à l'éducation politique de la classe ouvrière.

Pour cela, l'ancienne section est la forme la plus appropriée. Cela ne veut pas dire qu'il faille supprimer les cellules. Au contraire, elles ont un rôle très important à accomplir dans les entreprises où il y a déjà un noyau de communistes : celui d'agitation et de pénétration dans les masses. Il faut donc les conserver et les amplifier. C'est dans ce sens que je désirerais voir le Parti s'orienter et espère que ces suggestions seront retenues et discutées par tous les camarades.

Léon Noël.

# Le problème agraire en France

## II. Paysans et Paysans

Pénétrons maintenant au cœur même de cette paysannerie dont nous avons montré, dans le précédent article, l'ascension économique générale.

Il nous faudrait, pour en entreprendre une analyse sociale rigoureuse, disposer de statistiques récentes et précises. Celles que l'on fournit d'ordinaire sur la répartition de la propriété ne présentent pas beaucoup de garanties ; elles ne sont pas non plus très parlantes. Celles d'avant-guerre nous donnent, en gros, en arrondissant les chiffres, 2 millions de petits propriétaires (moins de 10 hectares) ; 800.000 paysans moyens (10 à 100 hectares) et 30.000 grands propriétaires, plus un nombre considérable de propriétaires de lots minuscules qu'on ne peut pas prendre pour de vrais paysans.

Il y aurait, d'autre part, 1 million de fermiers, dont plus de la moitié sans terre ; 350.000 métayers, dont 220.000 sans terre.

Quant aux ouvriers agricoles, permanents ou d'occasion, ils sont difficilement évaluables. Avant la guerre, ils étaient plus de 3 millions, ce nombre ayant dû se réduire malgré l'afflux d'étrangers, peut-être 1 million (1) (en y comprenant, il est vrai, des fermiers et des métayers). Parmi ces 3 millions de salariés, beaucoup se trouvaient en même temps petits propriétaires.

La France n'est donc pas uniquement un pays de petits propriétaires ; la propriété moyenne y

est solide, et la grande propriété y fait une tache assez large. En outre, très approximativement, 2 millions de familles paysannes sont dépourvues de terre, ce qui représente un prolétariat agricole assez important, peut-être 4 millions de familles d'ouvriers agricoles, fermiers, métayers et petits paysans, à côté des 80.000 familles de paysans moyens, en face des 30.000 gros propriétaires.

Ces données ne prendraient pas leur sens exact si nous n'ajoutions que le rapport entre les classes rurales, grossièrement figurées par ces chiffres, ne varie que très lentement. Toutefois peut-on remarquer, notamment dans les pays où la petite et la moyenne propriété se trouvent constituées depuis plus d'un siècle, une légère concentration au profit des exploitations moyennes qui absorbent peu à peu les petits lots. Si la terre est l'objet de transactions capitalistes (2), c'est presque toujours pour être détaillée ensuite : ainsi, quand un grand domaine tombe aux mains d'un riche marchand de biens, celui-ci cherche à le déliter en lots qui trouvent plus facilement acquéreur. Bref, la loi de la concentration ne joue pas dans l'agriculture aussi vite que dans l'industrie, et on n'assiste que rarement à une concentration sur le type de la grande propriété industrielle.

Le seul mouvement un peu accusé qu'on puisse remarquer, c'est une diminution en nombre du prolétariat agricole, attiré par les villes et remplacé d'ailleurs, incomplètement, par des étrangers. Cette émigration atteint aussi les paysans moyens dont les enfants, moins celui qui continuera à cultiver, prennent aussi le chemin de la ville pour y chercher des emplois dans le fonctionnarisme ou les professions libérales.

En apparence, pour un observateur éloigné ou

(1) Ce nombre nous paraît exagéré. Le ministère de l'Intérieur donnait récemment au *Journal officiel* le chiffre de 2.845.214 étrangers résidant en France au 1<sup>er</sup> janvier 1925 (reproduit dans le *Matin* du 12 novembre). Il est difficile de croire que plus d'un tiers soient des travailleurs agricoles. — N. d. l. R.

(2) Un de nos stratèges voyait là, il y a un an, un indice de fascisme agraire et en faisait le point de départ du fameux article : « La terre à coups de fusil ! »

peu averti, cette paysannerie formerait un bloc assez homogène, sinon quant au degré de richesse et à la situation juridique par rapport à la propriété, du moins quant à une certaine manière de penser et de réagir.

Il est d'ailleurs des circonstances qui créent une solidarité relative entre ruraux. Ce que nous avons dit déjà dans l'article précédent de cette ascension économique du paysan revient tout naturellement à l'esprit. Presque tout le monde ayant à la campagne plus ou moins profité de la hausse des denrées, cela amortit les angles et rend les ressentiments moins vifs. Le petit cultivateur qui a l'impression de « gagner de l'argent », sans savoir exactement ce qu'il gagne, se façonne un peu sur le paysan moyen qu'il envie moins depuis que lui-même est moins à plaindre. Ce qui rapproche tout le monde, c'est cette mentalité de commerçants que donne l'habitude plus fréquente des échanges : c'est aussi une mentalité aux racines anciennes d'épargnants qui n'en est plus au bas de laine et même qui ne peut plus se contenter de la caisse d'épargne et qui a tâté sérieusement aux placements d'État. C'est aussi cette mentalité de propriétaires qui s'est accusée davantage depuis que les hypothèques pèsent moins sur la terre et qui renforce l'individualisme traditionnel auquel est enclin le paysan.

Cette solidarité, cette communauté de pensée, nous les retrouvons particulièrement nettes aux époques des crises qui menacent à la fois les uns et les autres et qui rapprochent le petit vigneron du gros, comme cela se produit périodiquement dans le Bas-Languedoc.

Et d'ailleurs, si elles n'étaient pas assez fortes par elles-mêmes, il est des gens qui ne manqueraient pas de les affermir. La plupart des partis font là-dessus de la démagogie et l'on a même vu le Parti communiste manifester une certaine tendresse pour le paysan moyen, sous prétexte de le « neutraliser ». On peut noter à cet égard l'insuffisance de l'expression « paysan travailleur », qui englobe avec les petits cultivateurs des paysans aisés tout près de la bourgeoisie. De la ville, on a dressé l'ouvrier contre le paysan. C'était là un article courant de la démagogie du Bloc national et de l'Union des Intérêts Économiques. En un sens, le Bloc des Gauches, qui a soustrait en partie les petits paysans à l'influence réactionnaire des grands propriétaires terriens pour les réunir à une bonne partie de la classe ouvrière dans la même superstition démocratique, s'est appuyé sur une vue un peu plus exacte de la paysannerie, c'est-à-dire sur une distinction sommaire entre les petits et les gros paysans. En l'espèce, l'insuffisance du Bloc des Gauches, qui ne cherche que des suffrages, c'est de ne jamais voir la question agraire se poser à la campagne pour les paysans sans terre. C'est aussi de ne rien offrir de solide aux petits propriétaires.

La lutte des classes est loin d'être à la campagne un fait nouveau : nous pourrions même dire qu'elle n'a fait que s'émousser au cours des siècles à mesure que se constituait la petite propriété paysanne. Il n'y a qu'à évoquer d'un mot les luttes entre les serfs et leurs seigneurs sous la forme de discussions ou de révoltes, et plus tard, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les troubles agraires qui préludèrent à la Révolution ou bien qui lui donnèrent, pendant les premiers mois, une impulsion décisive.

\*  
\*\*

Il y a lutte des classes par le fait même qu'il existe, dans les pays de grande propriété, tout autour de l'agglomération parisienne et dans les

plaines du Nord et du Nord-Est, un véritable prolétariat agricole composé d'ouvriers travaillant dans les grandes fermes, soit à la moisson, soit au sarclage et à l'arrachage des betteraves, soit enfin à la grande culture maraîchère. Ce prolétariat présente des signes très distinctifs, puisqu'il est aggloméré sur le lieu du travail, puisqu'il est composé de tâcherons non propriétaires et même d'une main-d'œuvre flottante formée pour une bonne part d'étrangers : Belges, Luxembourgeois, Tchéco-Slovaques et Polonais. Il est remarquable que la plus puissante masse de population française, l'agglomération parisienne, ait, dans sa grande banlieue, l'appui éventuel de ce prolétariat rural au service d'une agriculture industrialisée déjà. Les conditions de vie sont assez peu brillantes pour qu'il ne soit pas impossible de le gagner. La région industrielle du Nord disposerait, elle aussi, d'une même banlieue de salariés agricoles.

Ailleurs, en dehors des ouvriers viticoles et de quelques spécialités comme les bûcherons, les feuillardiers et les résiniers, qui sont susceptibles d'un effort de classe, au moins dans la voie syndicale, il n'existe parfois qu'un prolétariat agricole assez épars d'ouvriers et de domestiques dont l'isolement est une grande faiblesse. On verrait en bien plus grand nombre des cas scandaleux d'exploitation de jeunes domestiques si la loi de la demande ne venait jouer à leur profit, c'est-à-dire si la rareté de ceux qui consentent à être domestiques ne les faisait payer plus cher. Du reste, il ne s'agit là, bien souvent, que d'un prolétariat aux traits peu accusés, beaucoup de journaliers agricoles étant en même temps petits propriétaires et la plupart des domestiques se disposant assez vite à quitter la campagne pour aller à l'usine, dans le commerce et à de petits emplois de facteurs, de rengagés, de gendarmes.

Nous ne saurions oublier une catégorie de travailleuses paysannes qui sont l'objet d'une exploitation criante lorsqu'elles occupent leurs loisirs à quelque travail à domicile. Mais, là non plus, on ne peut pas tabler sur un net sentiment de classe, car ces malheureuses, dont certaines gagnent 4 francs par jour, ne voient dans ce salaire honteux qu'un appoint aux ressources agricoles de la famille.

C'est que le petit paysan, qu'il soit propriétaire, fermier ou métayer, ne sent pas nettement ses attaches avec le prolétariat rural. Des voiles lui masquent la lutte des classes. Quand ce n'est pas ce privilège jugé précieux de la propriété, c'est du moins le fait de ne pas toucher un salaire fixe, mais de faire du commerce et de ne pas travailler d'après une discipline horaire stricte. C'est aussi le fait de travailler seul, d'avoir peu de contacts avec la classe ouvrière, ou bien, si des contacts sont conservés par la parenté, de se modeler plus ou moins sur les autres paysans plus riches ou sur les petits bourgeois campagnards, qui sont presque toujours contre les ouvriers d'usine, les petits fonctionnaires et les salariés agricoles.

Isolément dans le travail, éloignement de l'usine, voilà des ennemis pernicieux du sentiment de classe, qui sans doute est spontané, mais qui doit aussi s'acquiescer et se discipliner.

Pourtant, ces petits paysans vivent parfois une existence bien étroite encore, et s'il y a pour eux un progrès dans la manière de vivre, par rapport aux années d'avant-guerre, leur condition, qu'ils seraient trop enclins d'eux-mêmes à embellir à leurs yeux, est bien inférieure à celle qui est faite en d'autres régions à des paysans plus aisés, qui pourtant travaillent aussi la terre.

Jean Roche.

(A suivre.)

# Le Mouvement ouvrier international

## FRANCE.

### Une Assemblée « d'information »...

Le 3 janvier a eu lieu une assemblée « d'information », trois fois ajournée, de la Région parisienne. Trois fois ajournée sans raison valable, sans explication digne de ce nom... Ces procédés à peine croyables, cette façon de traiter les membres du Parti sont encore en honneur !

Il s'agissait d'expliquer le sens de la « Lettre ouverte » de la Direction aux membres du Parti. En effet, on sait que la Direction a daigné, un beau matin, adresser une lettre au *vulgum pecus*, peu habitué à un tel honneur. Les « sommets » ont bien voulu gratifier d'un regard la « base ». Mais, une fois de plus, les grands hommes du « tribunal révolutionnaire » et de la « volaille à plumer » ont joué de malchance : personne n'a rien compris à leur histoire, où le style tortueux le disputait à la pensée louche. Il a fallu « expliquer ».

Ah ! ces explications !

Nous laisserons à un camarade de l'opposition du Parti le soin de dire ici ce qu'elles furent, ce qu'elles valent, si la chose est jugée utile. Pour nous, il y a beau temps que nous avons jugé superflu de discuter avec des gens dont la malhonnêteté est devenue proverbiale, et qui ne peuvent plus se vanter que de leurs mauvais coups.

Ces gens, d'ailleurs, n'ont plus le respect de personne. Ils ne se respectent pas davantage les uns les autres. Ils ne se respectent pas eux-mêmes.

Le *Bulletin Communiste* a l'heur de les empêcher de dormir. C'est bon signe. Les arguments portent, et les vociférations n'y peuvent rien. Il a été beaucoup question du *Bulletin* à cette assemblée de vitupération, pardon, « d'information ». Mais comment ? Une fois de plus, faisons juges les camarades honnêtes des procédés en vigueur :

Dans le *Bulletin* n° 6, article sur la *bolignisation* du Parti, on pouvait lire :

« Supposons que ces 15 élèves et demi soient de bons bougres, disposés à devenir communistes : que va-t-on en faire ? »

« Si on les soumet à l'influence d'incurables crétins, etc. »

Faisant semblant de « citer » quelques lignes, un aboyeur supprima tranquillement le « si » conditionnel pour donner à la phrase un sens affirmatif. Pas plus difficile que cela !

C'est beau, le léninisme de 1926 (car un léninisme de 1926, pire que celui de 1925, nous guette...)

Laissons donc les aboyeurs à leurs laides besognes. Ils ont fait à peu près tout le mal qu'ils pouvaient faire. Quant aux pauvres diables fanatisés contre l'opposition, nous leur ferons simplement cadeau, à l'occasion du nouvel an, d'une citation de Lénine, présent à la mode en période de bolchévisation.

A l'époque des discussions avec l'opposition ouvrière de son parti (car dans le parti « monolithique » par excellence, il y a toujours eu des oppositions et des discussions), Lénine déclara que le Parti avait la fièvre, était malade ; et voici ce qu'il préconisa pour sortir de la crise :

« Il faut que tous les membres du Parti, avec un plein sang-froid et la plus grande honnêteté, se mettent à Étudier (souligné par Lénine) d'abord le fond des désaccords et ensuite le développement de la lutte du Parti. L'un et l'autre sont indispen-

sables, car l'essence des désaccords se développe, s'éclaircit, se concrétise (et de toutes parts à vue d'œil) au cours de la lutte qui, passant par diverses étapes, nous montre toujours à chaque étape une composition et une quantité différentes de combattants, leurs positions différentes dans la lutte, etc. Il faut Étudier. Cela exige absolument les documents imprimés les plus précis, permettant la vérification de tous côtés. Celui qui croit sur parole est un incurable idiot. » (Lénine : *Œuvres complètes*, t. XVIII, p. 27.)

Entendez-vous bien, chers camarades ? « *Incurable idiot* », voilà comment Lénine traite celui qui, dans une crise du Parti, « croit sur parole » les affirmations intéressées, sans vérifier les textes.

« *Incurable idiot* », celui qui n'étudie pas les questions comme il sied.

« *Incurable idiot* », celui qui ne prend pas la peine de lire avant de condamner.

Et maintenant, si vous ne voulez pas être tenus pour d'incurables idiots (Lénine *dirait*), lisez le *Bulletin Communiste* et la *Révolution Proletarienne* avant de pousser des cris de putois sur un signe d'un rouage d'appareil...

Vous vouliez du Lénine ? Vous êtes servis.

## Le Parti et la crise bourgeoise

La crise actuelle est caractéristique de l'ébranlement du régime bourgeois, mais il n'est pas absolument sûr que la bourgeoisie soit incapable de la résoudre pour un temps.

Ce qu'on peut dire, c'est qu'elle va modifier considérablement le rapport des forces économiques et politiques.

Nous devons avoir les yeux fixés sur les classes moyennes, que la grosse bourgeoisie va sacrifier pour essayer de sauver la situation (1).

Déjà, la petite bourgeoisie se sent menacée ; elle s'inquiète et s'agite... Si, socialement, elle est condamnée à disparaître, il n'en reste pas moins que, numériquement et intellectuellement, elle occupe une place prépondérante dans la société. Voilà un point à retenir, pour bien apprécier l'importance de l'enjeu, car c'est d'un enjeu qu'il s'agit.

Selon que les couches intermédiaires ainsi menacées se porteront à droite ou à gauche, les perspectives révolutionnaires s'éloigneront ou se rapprocheront.

Nous n'ignorons pas que, dans cette détermination, les circonstances historiques joueront le rôle essentiel et que l'action des hommes ou des partis n'interviendra pas exclusivement.

Mais il n'empêche qu'une politique clairvoyante, consistant principalement à déjouer les manœuvres démagogiques de la réaction et à mettre à nu toute la situation, est de nature à donner une tournure favorable aux choses.

Notre Parti se préoccupe-t-il de la question ? Est-il en mesure de jouer le rôle important que les événements lui assignent ?

Je ne suis pas pessimiste. Certes, si on s'en rapporte aux manifestations de l'homme à la volaille, dont on dirait qu'il a fait la gageure de ne faire et de ne dire que des idioties, on est loin d'être rassuré. Mais enfin, je pense qu'il est maintenant jugé, et par l'Internationale et par les membres du Parti et qu'une politique sérieuse

(1) Fort bien. Mais... et la classe ouvrière ? — V. D. L. R.



avec une direction adoine va suivre ? S'il fallait une nouvelle preuve de l'incurable bêtise de ce malheureux, il s'est chargé lui-même de l'administrer dans le dernier numéro des *Cahiers du Crétinisme*, où, après s'être donné un mal de chien pour expliquer la nouvelle politique du Parti, qui est la reconnaissance implicite de la justesse de notre point de vue, il conclut en assignant la lutte contre la droite (*sic*) comme première tâche au Parti !

Le cas du capitaine franco-polonais relève davantage de la pathologie et de la médecine que de la politique ; mais que l'Internationale lui trouve la place qui convient pour que nous n'ayons plus à nous en occuper.

Au fond, le Parti n'est peut-être pas aussi empoisonné que nos camarades de Paris le croient. Dégagés de l'influence pernicieuse de nos « bolchévisateurs », un grand nombre de militants sont capables de raisonner sainement et de se livrer à une analyse critique de la situation. J'en ai eu quelques preuves ces temps derniers, à propos du front unique et de l'action à conduire pour gagner les classes moyennes.

Donc, que l'Internationale nous débarrasse des politiciens misérables qui sont encore à la direc-

tion du Parti — on ne sait pourquoi ! Cela fait, le Parti commencera à se redresser et nous aborderons efficacement les problèmes pressants qui s'offrent à nous.

Il pourrait, à certains, paraître étrange qu'un partisan de la démocratie ouvrière s'en remette ainsi à l'Internationale pour une besogne d'assainissement qui, normalement, incomberait au Parti. A ceux-là je répondrai que je veux être avant tout pratique : c'est l'Internationale qui a imposé le « cour nouveau » à la nouvelle Direction du Parti, en 1924 ; c'est elle qui vient d'apporter à cette même direction et à l'*Humanité* les modifications — timides — dont on commence à parler et que le Parti apprendra peut-être un jour, comme on apprend un fait-divers.

Je me place devant la réalité des faits et je dis : que l'Internationale continue, puisque aussi bien elle est dans la bonne voie et que ça presse.

Ce n'est pas le moment de discourir (2) sur la pratique du Centralisme démocratique. Plus tard, nous verrons à mettre de l'ordre dans la maison.

— G. H.

(2) Et qui donc discourt ? Il ne s'agit pas de discourir, mais bien de réaliser. Aide-toi, et l'Internationale t'aidera ! — N. D. L. R.

## Opinions et arguments de nos lecteurs

Notre camarade Roseline Leclerc nous écrit, à propos de la discussion du P. C. russe qui intéresse au plus haut point les communistes français.

*Cher camarade,*

Le numéro 10 du Bulletin qui nous arrive aujourd'hui nous renseigne sommairement, mais clairement, sur les débats du 14<sup>e</sup> Congrès du P. C. R. Heureusement, car l'*Humanité* se borne à un prudent silence, pourtant inconcevable de la part de ce journal, organe officiel d'un parti affilié à V. I. C. Lit-on la presse russe, à l'*Humana* ? Y a-t-il quelqu'un qui dépouille les journaux russes ? Sè préoccupe-t-on de faire connaître le moins du monde aux membres du Parti les différends sur lesquels on leur demandera cependant de prendre position ? Que valent donc les membres du Parti pour tolérer un pareil état de choses ?

Heureusement donc qu'il y a le Bulletin et aussi la R.P., pour combler un peu ces énormes lacunes !

Assurément, comme vous le dites en concluant, il ne peut être question de prendre parti pour l'un ni pour l'autre avec une documentation aussi restreinte. Cependant, il est des réflexions qui s'imposent déjà au lecteur impartial, à certains passages de votre relation.

« ...Tous ceux qui avaient secondé Zinoviev en janvier, lit-on, étaient mis hors d'état de nuire, écartés de leur poste. Ce fut le cas pour Lorine, à Ivanovo-Vosnessensk ; Kharitonov, dans l'Oural ; Kriring, à Kharkov. Au Comité de Moscou fut nommé comme secrétaire Ouglanov, connu pour son hostilité à Zinoviev. Au secrétariat d'Ukraine fut désigné Kagonovitch, fidèle de Staline. »

Quelle part la masse du P. C. R. a-t-elle prise à tous ces remaniements d'appareil ? Aucune, n'est-ce pas ? Tout s'est passé entre deux clans. Et alors, quelle importance ça a-t-il au point de vue révolutionnaire ? Qu'ils se battent à grand renfort de citations de Lénine, cela ne fait pas grand-chose au communiste obscur, et ça ne fait pas aller mieux les choses dans le Parti. Il est assez naturel que chaque équipe puisse trouver les formules qui la servent dans l'œuvre de Lénine, qui étudie des évé-

nements si complexes et si variés et indique des directives pour des situations si diverses. Mais ce qui est sûr, c'est qu'aucune des deux n'a hérité de son esprit, surtout si l'on en juge par certaines trouvailles. Ce mot-là : « Enrichissez-vous ! » n'est-il pas encore plus odieux que l'idée extravagante de faire entrer au Parti des millions d'ouvriers industriels ?

A travers tout cela, on peut bien penser que le glissement à droite ne cesse de s'accroître et que l'idée révolutionnaire perd chaque jour du terrain. Voici les paysans « moyens » et les paysans « aisés » qui ne sont pas riches. Sur lesquels faut-il s'appuyer ? Les moyens, les aisés, on ne sait plus, avec ces « ahurissantes distinctions ». Mais on se doute bien qu'on distingue les aisés des riches pour tâcher de masquer la prépondérance de ceux-ci et s'appuyer sur eux sans l'avouer. (A remarquer d'ailleurs que dans les chiffres substitués par la Commission centrale de contrôle à ceux indiqués par Kamenev, on a négligé d'indiquer selon quel critérium les paysans sont répartis en pauvres, moyens, aisés et riches, si bien qu'ainsi, les nouveaux chiffres, fussent-ils exacts, n'ont plus aucune signification.)

Le Comité de rédaction : ALBRESPIY, AUCOUTURIER, BARAT, Marthe BIGOT, FULCONIS, GOURGET, GRANDIN, Roger HARRIUS, C. HATTENBERGER, LEMIRE, LEROY, MAHOY, B. SOUVARINE, SOUZY.



TRAVAIL EXÉCUTÉ  
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Rédacteur-Gérant : BORIS SOUVARINE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon, imprimeur.